

**30 JANVIER 2019
DISCOURS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**

Je souhaite vous adresser à tous mes vœux de bonheur et de santé pour vous même et vos familles.

Ces vœux vont également à **SYNERGIE-OFFICIERS**, à tous ceux qui constituent sa richesse humaine : adhérents, militants, délégués, à tous nos sympathisants et amis.

Meilleurs vœux à vous, Monsieur le Ministre.

Je suis très heureux de vous accueillir pour cette traditionnelle cérémonie. Pour nous c'est avant tout un moment de convivialité.

Je souhaite épargner les tourments d'une intervention pesante à notre bienveillante assistance car ce moment est avant tout un moment de partage.

C'est la première fois que vous êtes aussi nombreux : vous et Laurent Nunez !

C'est vous qui définirez vous-même cette configuration : attelage, couple, équipe ... il doit y avoir de tout cela à la fois car on ne passe pas par ce ministère : on le vit et on y vit. Les qualificatifs caractérisant le mieux ce magistère vous sont propres.

Les élections professionnelles ont consacré le maintien strict des équilibres syndicaux. **SYNERGIE-OFFICIERS** reste très largement majoritaire en IDF et dans les grands centres urbains malgré un pastillage douteux qui comptabilise le vote d'un CRS de Périgueux à Paris...

Pas de révolution donc. Et je sais que vous tenez à ce que votre administration préserve strictement ces équilibres.

Le taux de participation très élevé (10 % de plus qu'en 2014) a attiré vers les urnes une frange d'électeurs qui jusqu'alors se désintéressaient des élections... Le vote électronique a été sans conteste un élément facilitateur pour un public frileux qui d'habitude se détourne de la chose syndicale et qui, par défaut, vote pour le conservatisme.

La moyenne d'âge élevé du corps de commandement (48 ans) la plus importante des corps actifs explique cette angoisse face à des projets novateurs susceptibles de bousculer certaines habitudes. **SYNERGIE-OFFICIERS** demeure la locomotive en terme d'ambition pour les officiers : catégorie A, statut de cadre, protocole de 2016... ce sont nos revendications qui ont abouti à chaque fois. Nous appartenons par ailleurs à la confédération majoritaire au sein de la PN.

Il est donc temps de nous remettre en marche.

Les défis auxquels nous sommes confrontés sont multiples et ils relèvent d'enjeux sécuritaires mais aussi civilisationnels et de choix de société.

Sur le terrorisme tout d'abord. La menace est venue tragiquement se rappeler à nos concitoyens avec l'attentat de Strasbourg. Elle est avant tout endogène et se nourrit des petits et grands renoncements quotidiens sur la laïcité, ou ce que d'aucuns qualifient d'accommodements raisonnables.

Nous avons pourtant sur notre sol des milliers de nos concitoyens totalement hermétiques aux aspirations petites-bourgeoises de notre société assurantielle et hygiéniste. Cette question nous engage pour des décennies.

Par ailleurs, les multiples libérations programmées de terroristes ayant purgé leur peine ne peuvent que nous inquiéter et vont mobiliser nos services de renseignement qui fonctionnent déjà à flux tendus.

La crise migratoire, si elle ne focalise plus le prisme médiatique, à l'exception de quelques intellectuels ou artistes adeptes de l'idéologie sans papiériste, mobilise toujours et encore les policiers dans des conditions que vous savez difficiles. Et que dire des violences urbaines accompagnant la sédition de quartiers de plus en plus nombreux.

Vous connaissez les revendications de **SYNERGIE-OFFICIERS** car elles sont itératives et cohérentes : abandon des tâches indues, coproduction de sécurité avec les PM et la sécurité privée, allègement et oralisation de la procédure, numérisation, forfaitisation des délits de masse situés au bas du spectre infractionnel, rétablissement de l'autorité de l'Etat qui passe par une réponse pénale ferme et certaine.

C'est pourquoi nous demandons une nouvelle LOPPSI, que vous appelez désormais de vos vœux, mais qui à mon sens doit s'adosser à une doctrine claire et une prospective globale. Je vous ai donc suggéré la rédaction d'un livre blanc de la sécurité, à l'instar de celui de la Défense.

Depuis plusieurs années nous dénonçons la violence banalisée à notre rencontre et l'augmentation exponentielle du nombre de nos blessés qui attestent de l'ensauvagement de la société et de la montée des radicalités.

Les événements que nous connaissons depuis maintenant plus de deux mois nous donnent malheureusement raison.

Nous avons été fêtés après Charlie Hebdo. Nous avons payé un lourd tribut : nous sommes en première ligne contre le terrorisme. Pourtant aujourd'hui nous sommes frappés, dénigrés, stigmatisés, lynchés. Ceux qui haïssent la France et ses valeurs nous ont prioritairement en ligne de mire. Le mouvement des « gilets jaunes » a profondément changé de nature depuis sa genèse.

Il est aujourd'hui repris en main par des individus sulfureux et des mouvances interlopes avec pour dénominateurs communs : rejet de la République, haine de ses représentants, médiocratie et nihilisme mortifère. Un lent glissement vers le consentement puis l'inclination manifeste à la violence a émaillé les mouvements de foule depuis plusieurs semaines. Des policiers ont été agressés, roués de coups, lynchés, livrés à la vindicte. C'est inadmissible dans un Etat de droit.

Ce pays a basculé dans un climat insurrectionnel depuis 11 samedis, créant les conditions d'exactions y compris de la part de gens « normaux », parfaitement insérés socialement et désormais prompts à incendier des préfectures, menacer de mort leurs voisins ou détruire des rues entières. Ces exactions nous enseignent, s'il en fallait, que sans l'ordre dont nous sommes les garants, c'est la barbarie et l'arbitraire qui s'installent en un temps record même dans un pays civilisé avec des citoyens prétendument éduqués. C'est pourquoi nous soutenons votre projet de loi « anti-casseurs ».

Cette convergence des haines tente de faire basculer les manifestations en espérant un drame ou une « bavure » dont l'absence de survenance est la preuve éclatante du grand professionnalisme des policiers que ces mêmes révolutionnaires de salon voudraient désarmer. Remarquons d'ailleurs que les thuriféraires du retrait LBD 40 sont les mêmes soutiens indéfectibles du dictateur Maduro qui a réprimé les émeutes de l'opposition au prix de centaines de morts... Vous avez courageusement tenu et défendu vos troupes.

A ces occasions, mais pas seulement, vous avez pu mesurer l'exceptionnel engagement des officiers de la police nationale dont beaucoup sont éreintés.

Je me dois de vous exprimer leur sidération et leur profonde amertume lorsqu'ils ont découvert que les discussions que vous avez entamées avec les syndicats de CEA se sont matérialisées en protocole dont les cadres ont été exclus. L'augmentation substantielle du pouvoir d'achat pour nos camarades gradés et gardiens est une bonne chose.

Mais et je vous l'ai dit le 15 janvier, il est impérieux que les officiers bénéficient d'un coup de pouce au moins équivalent, eux qui arrivent avant, finissent bien après, et ne comptent pas leurs heures. Demain, un major gagnera autant qu'un commandant à niveau de recrutement et responsabilité pourtant éloignés.

Vous avez reconnu avoir commis une erreur en ayant procédé de la sorte, comme quoi la culture de l'aveu a encore ses mérites... Comme l'a dit Churchill : « le courage c'est ce qu'il faut pour se lever et parler, le courage c'est aussi ce qu'il faut pour s'asseoir et écouter » et c'est ce que vous avez fait.

Nous nous revoyons début février pour cette fois ci, nos collègues l'espèrent, des réponses à nos revendications :

- Raccourcissement de l'échéancier de la grille A type du corps de commandement
- Revalorisation de l'IRP pour l'ensemble des grades
- Augmentation du nombre des postes de chef de service
- Validation du dispositif compensant la perte de rémunération pour les capitaines promus au grade de commandant
- paiement des 8 jours ARTT obligatoires à 135 euros et non 85 euros
- prise en compte du principe d'autonomie avec compensation heure pour heure des dépassements horaires dans la gestion tu temps de travail
- Pour les commandants divisionnaires et divisionnaires fonctionnels, un galonnage identique aux forces civiles de la fonction publique d'Etat et militaire

La clause de revoyure sera également l'occasion d'apurer des sujets. Notamment en sanctuarisant par triennal les ratios pro/pro pour arriver rapidement à une structure 40/40/20.

Nous avons également des propositions à faire à votre administration sur une utilisation plus efficiente de l'exceptionnel de capitaine qui permettrait à 120 capitaines par an de terminer leur carrière de manière certaine à l'équivalent du Cdt 3 e échelon et sans obligation de partir en retraite dans la foulée.

Vous avez donné des instructions pour un règlement avant juillet de la nouvelle nomenclature et une définition de la volumétrie du corps. Ce processus passe par des recrutements maîtrisés et non estimés au doigt mouillé. Nous voulons comme les commissaires un numerus clausus qui soit défini annuellement en adéquation avec les départs en retraite. Pour nous c'est la clé de voûte de l'exhaussement du CC.

Les résistances sont fortes car ce dossier est antagoniste avec d'autres intérêts catégoriels mais ce sujet est fondamental. La farce pitoyable des postes de commissaires vacants devant être transférés aux officiers depuis 3 ans en est l'exemple paradigmatique. Pourtant le protocole du 11 avril 2016 qui nous positionne clairement au niveau statutaire, indiciaire et fonctionnel en chevauchement avec les commissaires de Police, atteste de cette évolution et conduira inéluctablement vers un corps unique.

Les réformes à venir sur les retraites feront également l'objet d'une attention particulière de notre part pour la reconnaissance de nos spécificités.

La sécurité est la première des libertés. Pour l'assurer, des hommes et des femmes de tous grades s'engagent chaque jour avec dévouement et abnégation au service de nos concitoyens y compris et surtout les plus vulnérables.

C'est un engagement qui doit trouver du sens et raisonner dans le cœur de nos collègues. Car le prix de cet engagement va jusqu'au sang. J'ai une pensée pour nos collègues tués en service, blessés ou qui ont mis fin à leur jour et bien évidemment à leurs familles.

Le principal sentiment qui habite les policiers français depuis 20 ans est celui de la déréliction. Un Etat qui paupérise sa police, l'instrumentalise réformes après réformes, la lâche à la moindre polémique médiatique et n'apporte aucune réponse pénale satisfaisante à l'engagement de ses agents ne doit pas s'étonner de sa perte d'autorité sur des pans entiers de son territoire. Nous attendons une rupture et nous avons confiance en votre réalisme et votre volonté de changer les choses.

SYNERGIE-OFFICIERS portera avec force et vigueur ces revendications sans jamais faiblir. Vous pouvez compter sur nous pour vous dire les choses, sans faiblesse mais dans l'intérêt conjugué des policiers, de notre maison commune et d'une plus grande efficacité du service public de la sécurité.

Ni mauvaise foi, ni béatitude apologique, comme toujours, notre action sera guidée par ce qui est bon, juste et utile.

BONNE ANNEE !